

La Russie revient en force en Méditerranée

Motivée par des intérêts militaires et économiques, Moscou tire profit de la guerre civile syrienne pour étendre son influence sur les côtes méditerranéennes du Moyen-Orient.

Marc Marginedas

Depuis la fin de l'été, il s'est produit un intense va-et-vient de navires de commerce qui ont parcouru 1 636 milles nautiques entre le port de Novorossisk dans le sud de la Russie et le bassin de Tartous, sur la côte méditerranéenne de la Syrie, sous le contrôle de Bachar al Assad. Comme le reprenait Reuters dans une dépêche de l'agence publiée en septembre, après avoir consulté les données publiques du transport maritime, entre le 9 et le 24 de ce mois-là, un total de six navires russes avait réalisé ce trajet et traversé la mer Noire et les détroits turcs du Bosphore et des Dardanelles, ce qui contraste avec la période immédiatement antérieure au cours de laquelle à peu près un seul navire effectuait ce voyage, d'une durée de sept jours dans des circonstances météorologiques favorables.

L'un de ces bateaux destiné à renforcer le pont maritime établi récemment entre la Russie et la Syrie, est l'Aleksáandr Tkachenko, un vétuste transbordeur roulier qui était chargé auparavant de relier les deux rives du détroit de Kertch, le bras de mer séparant la péninsule de Crimée annexée récemment, des côtes du *kraï* (région) russe de Krasnodar. La coque rouillée de l'Aleksáandr Tkachenko, peinte d'un jaune vif, fut photographiée en septembre au moment où elle traversait le Bosphore en direction de la Syrie avec un imposant chargement militaire et concrètement, des camions de couleur vert camouflage, arrimés sur le pont.

Cette manœuvre, ainsi que celles que sont en train de réaliser discrètement le Kremlin en Méditerranée orientale, sans les soumettre à un débat public devant les médias russes, constituent la partie émergée de l'iceberg d'un mouvement tectonique puissant qui, évidemment, ne passe pas inaperçu aux yeux des stratèges militaires d'Europe et des États-Unis. Après avoir annexé en 2014 la péninsule de Crimée, rendant ainsi considérablement plus opérationnels ses navires dans les eaux chaudes de la mer Noire, la Russie prétend profiter de l'occasion que le conflit civil syrien lui offre pour continuer à s'étendre vers le Sud, en élargissant maintenant son influence sur les côtes méditerranéennes du Moyen-Orient. Mais il ne s'agit pas uniquement d'une expansion militaire à l'ancienne comme cela se faisait

au XXe siècle, il y a aussi d'importants intérêts économiques en jeu et qui concernent un secteur toujours sensible comme celui des hydrocarbures.

Comme l'écrit Sean R. Liedman dans *The National Interest*, revue américaine spécialisée dans les questions militaires, après avoir investi significativement dans l'entretien et la modernisation de sa marine pendant les 15 premières années du XXIe siècle, la Russie a maintenant besoin « d'accéder » à des « bases d'appui logistique » sur les côtes méditerranéennes pour pouvoir réaliser des « déploiements durables ». Pendant la guerre froide, la marine russe disposait de ports en Algérie, Libye, Égypte, Yougoslavie, outre les vieux quais syriens de Tartous, les seuls qu'elle conserve encore de son ancienne puissance militaire. Et bien que pour l'instant « elle ne puisse pas produire (dans la zone) les déploiements de la marine soviétique » du siècle dernier, « elle a néanmoins rétabli la capacité de maintenir sa présence là où ses principaux intérêts sont en jeu, comme en Syrie », confirme l'expert.

Le port de Tartous est en passe de devenir le pivot autour duquel reposera toute l'expansion maritime russe naissante en Méditerranée. Dans l'argot militaire russe, l'emplacement – il y a peu de temps encore –, n'était même pas classé comme une base. Il s'agissait d'un « appui matériel et technique » (*punkt materialno-tekhnicheskogo obespechenia*) russe qui permettait d'éviter aux navires de ce pays opérant en Méditerranée un va-et-vient pénible à travers les détroits turcs au moment de se ravitailler en combustible et de se réapprovisionner.

Mais à l'heure actuelle, l'inadéquation de ces installations est inconvenue, étant donné qu'elles ne sont pas à la hauteur des besoins de la marine russe, de plus en plus affirmée : les quais ne peuvent accueillir que quatre navires de taille moyenne et laissent en dehors par exemple, le porte-avions Amiral Kouznetsovo, navire amiral de 305 mètres de long, ou encore les quatre croiseurs de la classe Kirov de 252 mètres de long dont elle dispose. « Tartous n'a pas beaucoup été utilisé et n'a pas non plus été rénové » au cours des dernières années, constatait Youri Barmin, un expert russe en matière de commerce des armes au Moyen-Orient, dans un article récemment publié dans le journal *The Moscow Times*.

Le site qui était géré par une poignée de militaires et d'entrepreneurs jusqu'à cet été, connaît actuellement une profonde transformation, comme le révélait au début de l'automne le journal *Kommersant*. Un processus dont la visibilité dans les médias assombrit le grondement de la guerre civile syrienne. Environ 1 700 spécialistes, un chiffre inhabituel au cours des 15 dernières années, sont en train de « nettoyer et de réaménager les ports » au dire d'un soldat anonyme à un journaliste russe du quotidien libéral moscovite, posté à la porte d'accès.

Les intentions de la Russie sont principalement de convertir le petit port somnolent en une base navale adaptée à l'usage proprement dit, dont la mission sera de mettre en pratique la doctrine militaire expansive russe, modifiée cet été et qui présage pour l'avenir immédiat, une augmentation de la fréquence des patrouilles maritimes russes en Méditerranée. Il s'agit donc là d'un revirement stratégique en direction sud, opéré par le président Vladimir Poutine, et pour lequel le Kremlin disposera pour le mettre en œuvre, de ports dans la partie nord de Chypre, en Égypte, en Italie et en Grèce. L'Espagne pourrait même finir par faire aussi partie des plans de Moscou. Au mois d'août, le sous-marin Novorossisk faisait escale dans le port de Ceuta et provoquait l'indignation des législateurs à Gibraltar, qui qualifièrent cette halte de « provocation » au Royaume-Uni.

Des intérêts énergétiques

Parallèlement à la projection militaire en Méditerranée, Moscou défend aussi les intérêts du secteur national puissant et influent des hydrocarbures, accaparé par des dirigeants provenant de l'entourage de Poutine. Les fonds de la Méditerranée orientale renferment de riches gisements de gaz naturel dont l'étendue et les limites restent encore à déterminer et qui seront répartis entre les pays riverains du bassin du Levant : Israël, Gaza, Chypre, Liban et Syrie. Selon un rapport géologique américain réalisé en 2010, la zone pourrait renfermer près de 84 000 milliards de mètres cubes de cette source d'énergie, outre d'importants gisements de pétrole, non seulement suffisants pour approvisionner le marché local, mais aussi pour son exportation sur le marché européen. Et dans cette course pour se mettre en bonne position, la Russie est bien décidée à jouer un rôle décisif.

À la fin de 2013, peu avant le Nouvel an, la compagnie russe SoyuzNefteGaz signait un contrat avec le gouvernement de Damas d'un montant total de 84 millions d'euros pour explorer le secteur syrien du bassin du Levant et pour déterminer si les réserves d'hydrocarbures qu'il renferme sont suffisantes pour entreprendre leur extraction. Décrit par France Presse comme « le premier contrat de prospection pétrolière et gazière dans les eaux territoriales de la Syrie », le pacte officialisait l'irruption de la Russie dans la dispute qui s'est amorcée pour contrôler ces gisements, ce qui ajoutera inévitablement et très bientôt, de nouvelles

doses de tension dans la zone. Des sources israéliennes – autre pays affecté par cette concurrence pour l'acquisition des droits sur les richesses des fonds marins en Méditerranée orientale – informaient récemment que ce contrat avait été élargi par Damas en signe de reconnaissance pour la campagne de bombardements aériens russes contre l'opposition syrienne commencée en automne, bien qu'aucun détail de ses termes n'ait été fourni.

Enfin, la position stratégique de la Syrie en tant que pays potentiel du transit d'oléoducs et de gazoducs qui permettront à l'avenir de pomper directement du pétrole et du gaz du golfe Persique vers un marché européen souhaitant anxieusement diminuer sa dépendance de la Russie, aiguise l'intérêt du Kremlin pour la guerre qui est en train de s'y dérouler. Et ce à tel point que Moscou ressent qu'il est vital pour sa survie sur le long terme, de maintenir un gouvernement allié à Damas qui manœuvre en sa faveur dans l'échiquier d'intérêts stratégiques et économiques croisés au milieu duquel se trouve le malheureux État du Moyen-Orient.

Les faits remontent à l'année 2009 alors que le conflit syrien n'avait pas encore éclaté : le président Al Assad avait refusé de signer un contrat avec le Qatar pour construire un long gazoduc passant par l'Arabie saoudite, la Jordanie, la Syrie et la Turquie, qui relierait l'Europe et le gisement de gaz naturel South Pars-North Field, qu'il partage avec l'Iran. L'agence France Presse décrivait alors le refus d'Al Assad comme un mouvement du président syrien pour « défendre les intérêts de son allié russe ». Il préféra signer un mémorandum en 2012 quand la guerre civile avait déjà éclaté, pour entreprendre la construction d'un autre gazoduc qui relierait ce gisement mais, à cette occasion, en traversant l'Iran et l'Irak, pays à majorité chiite, de confession proche de l'élite politique syrienne.

À cette époque, le régime de Damas traversait une situation délicate où l'opposition armée exerçait une pression militaire menaçante et inquiétante sur ses fiefs de la capitale et sur Alep, la deuxième ville de Syrie, et nécessitait de toute urgence le soutien de ses alliés – Téhéran et Moscou – pour ne pas finir par s'effondrer. Selon des sources diplomatiques citées par le journal britannique *The Guardian*, les garanties offertes au président russe, Vladimir Poutine, toujours aussi méfiant et sceptique, par le prince Bandar ben Sultan, qui était à l'époque le responsable des services de renseignements saoudiens, dans le sens où aucun gouvernement post-Assad sous l'influence de Riyad n'autoriserait en Syrie la construction d'une infrastructure nécessaire pour que les pays du golfe Persique exportent directement du gaz et du pétrole vers l'Europe, ne furent pas suffisantes. Moscou décida de continuer de soutenir son allié traditionnel, Al Assad, en lui fournissant régulièrement et sans défaillance des armes et les ressources nécessaires pour poursuivre la sanglante guerre civile syrienne, la plus terrible tragédie que le monde ait connue depuis la Seconde Guerre mondiale jusqu'à nos jours. ■